

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 04/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **AWS FRANCE**

52 RUE DU PORT  
92000 Nanterre

Références : 2009/0108  
Code AIOT : 0007409238

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2023 dans l'établissement AWS FRANCE implanté 52 RUE DU PORT 92000 Nanterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AWS FRANCE
- 52 RUE DU PORT 92000 Nanterre
- Code AIOT : 0007409238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

AWS exploite une plateforme de transit de terres polluées classée à autorisation au titre des rubriques 3550, 2716 et 2718 et autorisée par arrêté préfectoral du 18/11/2011.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- actualité relative à l'activité du site
- le respect des MTD WT (AM du 17/12/2019)
- entretien et maintenance
- qualité de l'air et de l'eau
- moyens de lutte contre l'incendie
- gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3, section VI	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Émissions résultant d'accidents/incidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VIII	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Installations de traitement de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 3.2.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, section I	Sans objet
2	Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 section II	Sans objet
3	Gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section I	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VII	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section X	Sans objet
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 7.5.2	Sans objet
10	Entretien des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 4.3.4	Sans objet
11	Quantité de déchets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 5.1.7	Sans objet
12	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 3.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions contrôlées de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 s'appliquant depuis le 17/08/2022. Cependant, 3 non-conformités ont été relevées (maintenance du système de traitement, rétention d'eaux d'extinction en cas d'incendie et fermeture des casiers de stockage).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, section I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Management environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;</li> <li>2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</li> <li>3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;</li> <li>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Organisation et responsabilité ;</li> <li>b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;</li> <li>c) Communication ;</li> <li>d) Participation du personnel ;</li> <li>e) Documentation ;</li> <li>f) Contrôle efficace des procédés ;</li> <li>g) Programmes de maintenance ;</li> <li>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</li> <li>i) Respect de la législation sur l'environnement ;</li> </ol> </li> <li>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus</li> </ol>

particulièrement pris en considération :

a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;

b) Mesures correctives et préventives ;

c) Tenue de registres ;

d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;

7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;

8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;

9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;

11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;

12. Plan de gestion des résidus ;

13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;

14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;

15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1). Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

**Constats :**

L'exploitant applique la méthode de management environnemental selon les directives du groupe auquel appartient AWS (Groupe De Cloedt certifié ISO 14001).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Flux de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 section II											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets											
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :											
<table><tr><th>Procédure</th><th>Description</th></tr><tr><td>a Caractérisation et acceptation préalable des déchets</td><td>Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.</td></tr><tr><td>b Procédures d'acceptation des déchets</td><td>Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.</td></tr><tr><td>c Système de suivi et d'inventaire des déchets</td><td>Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.</td></tr><tr><td>d Système de gestion de la qualité des flux sortants</td><td>Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.</td></tr></table>		Procédure	Description	a Caractérisation et acceptation préalable des déchets	Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.	b Procédures d'acceptation des déchets	Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.	c Système de suivi et d'inventaire des déchets	Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.	d Système de gestion de la qualité des flux sortants	Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.
Procédure	Description										
a Caractérisation et acceptation préalable des déchets	Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.										
b Procédures d'acceptation des déchets	Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.										
c Système de suivi et d'inventaire des déchets	Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.										
d Système de gestion de la qualité des flux sortants	Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.										
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet par courriel du 13/11/2023 un extrait du registre de terres entrant et sortant du site. L'exploitant a détaillé la procédure d'acceptation des déchets ainsi que la gestion de la qualité des entrants, qui est conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											

### N° 3 : Gestion des flux de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section I		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :		
	Technique	Description
a	Séparation des déchets	Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
b	Compatibilité des déchets avant de les mélanger	Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
c	Tri des déchets solides entrants	Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre : - le tri manuel sur la base d'un examen visuel ; - la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ; - la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ; - la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ; - la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamassage.
d	Optimisation des lieux de stockage	Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes : - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
e	Capacité de stockage appropriée	Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
f	Déroulement du stockage en toute sécurité	Comprend notamment les techniques suivantes : - les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ; - les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ; - les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.
g	Zone séparée pour le stockage et la manutention des déchets dangereux emballés	S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'expédition des déchets est réalisé à 99% par barge, 3 ou 4 barges ayant été évacuées depuis le début de l'année. La capacité maximale du site étant restreinte, celle-ci est atteinte régulièrement pendant l'année, AWS se voit donc refuser des lots de terres. Les lots de terres sont stockés par casier et reliés à un système de traitement de l'air. La manutention des déchets est limitée au strict nécessaire pour le chargement des péniches ou des poids lourds.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		



## N° 4 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3, section VI			
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :			
	Technique	Description	Applicabilité
a	Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - une conception appropriée des tuyauteries ; - le recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes ; - la limitation de la hauteur de chute des matières ; - la limitation de la vitesse de circulation ; - l'utilisation de pare-vents.	Applicable d'une manière générale.
b	Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité	Cela inclut des techniques telles que : - des vannes à double garniture d'étanchéité ou équipements d'efficacité équivalente ; - des joints d'étanchéité à haute intégrité (garnitures en spirale, joints toriques) pour les applications critiques ; - des pompes/compresseurs/agitateurs équipés de joints d'étanchéité mécaniques au lieu de garnitures d'étanchéité ; - des pompes/compresseurs/agitateurs à entraînement magnétiques ; - des connecteurs pour flexibles, pinces perforantes, têtes de perçage, etc. appropriés, par exemple pour le dégazage des DEEE contenant des HFC ou des HCV.	L'applicabilité peut être limitée dans le cas des unités existantes, en raison de contraintes d'exploitation.
c	Prévention de la corrosion	Cela inclut des techniques telles que : - le choix approprié des matériaux de construction ; - le revêtement intérieur ou extérieur des équipements et l'application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.	Applicable d'une manière générale.
d	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.
e	Humidification	Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.	Applicable d'une manière générale.
f	Maintenance	La maintenance consiste notamment : - à garantir l'accès aux équipements susceptibles d'être à l'origine de fuites ; - à contrôler régulièrement les équipements de protection tels que rideaux à lamelles et portes à déclenchement rapide.	Applicable d'une manière générale.
g	Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets	Le nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets consiste notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.	Applicable d'une manière générale.
h	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.	Applicable d'une manière générale.



**Constats :**

AWS applique la technique de réduction des émissions atmosphériques diffuses point d, à savoir confinement, collecte, et traitement des émissions diffuses. Cependant, lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un casier (box n°5) contenant des terres odorantes (polluées aux HAP) n'était pas fermé. L'exploitant a indiqué que le système permettant de fermer la porte avait été cassée par un engin.

Par courriel du 13/11/2023, l'exploitant transmet un devis de la société MasterBloc et daté du 04/10/2023 pour la réparation du bloc.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le PV d'intervention lorsque le box aura été réparé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VII

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

	Technique	Description	Applicabilité
a	Optimisation de la consommation d'eau	La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide.	Applicable d'une manière générale.
b	Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites	Une surveillance régulière des fuites est mise en place, les équipements sont réparés et le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum. Le cas échéant, pour les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, un confinement secondaire des éléments enterrés est mis en place.	L'utilisation d'éléments en surface est applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Elle peut toutefois être limitée par le risque de gel. L'installation de confinements secondaires peut être limitée dans le cas des unités existantes.
c	Séparation des flux d'eaux	Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de collecte des eaux.

d	Remise en circulation de l'eau	Les flux d'eau sont remis en circulation dans l'unité, après traitement si nécessaire. Le taux de remise en circulation est limité par le bilan hydrique de l'unité, la teneur en impuretés ou les caractéristiques des flux d'eau.	Applicable d'une manière générale.
e	Surface imperméable	Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Applicable d'une manière générale.
f	Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs	Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis des équipements suivants : - détecteurs de niveau ; - trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (c'est-à-dire un confinement secondaire ou un autre conteneur) ; - confinement secondaire approprié des cuves contenant des liquides ; le volume étant normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire ; - systèmes d'isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire.	Applicable d'une manière générale. Cette technique est mise en œuvre pour les unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018.
g	Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets	Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.	L'applicabilité peut être limitée lorsque les zones de stockage et de traitement sont supérieures à 100 m <sup>2</sup> .

h	Infrastructure de drainage appropriée	La zone de traitement des déchets est équipée d'une infrastructure de drainage. L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec les eaux de lavage, les déversements occasionnels, etc., et, en fonction de sa teneur en polluants, est remise en circulation ou acheminée vers une unité de traitement ultérieure.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de drainage des eaux.
i	Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement	Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.

#### Constats :

L'activité d'AWS n'est pas productrice d'effluents aqueux issu du process. Les seuls rejets aqueux sont limités aux eaux pluviales et eaux de ruissellement qui sont traitées en sortie de site avant rejet dans le réseau communal. L'exploitant a transmis par courriel du 10/10/2023 le rapport d'analyse des eaux pluviales, réalisé par Ginger en date du 09/11/2022. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section X														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'eau														
<b>Prescription contrôlée :</b> Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :														
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Valeur limite (1)</th><th>Fréquence de surveillance (2) (3)</th></tr><tr><td>Matières en suspension (MES)</td><td>60 mg/L (5)</td><td>mensuelle</td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO) (4)</td><td>180 mg/L (6)</td><td>mensuelle</td></tr><tr><td>Carbone organique total (COT) (4)</td><td>60 mg/L</td><td>mensuelle</td></tr></table>			Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)	Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle	Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle	Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle
Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)												
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle												
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle												
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle												
<b>Constats :</b> AWS ne rejette pas directement dans le milieu naturel, les rejets du site correspondent aux eaux pluviales de toitures et de ruissellement qui sont traitées par un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau communal. Les VLE s'appliquant sont celles de l'AP du 18/11/2018 : MES : 100 mg/l DBO5 : 100 mg/L DCO : 300 mg/l HCT totaux : 2 mg/l  Par courriel, l'exploitant transmet le rapport de contrôle des eaux pluviales du site, réalisé par GINGER en date du 01/12/2022. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.														
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite														

**N° 7 : Émissions résultant d'accidents/incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VIII	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes. L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des sources de risques conformément à l'étude de dangers. Les équipements de contrôle sont maintenus en bon état, repérables et facilement accessibles. Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou	

<p>provenant des vannes de sécurité.</p> <p>Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements.</p> <p>L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un technicien d'exploitation est présent la journée mais le site ne dispose plus de caméras. Le quai permettant de charger les péniches est public. Le site est en amodiation avec HAROPA Port de Paris, qui gère l'accès au quai via un code. Le portail d'entrée est équipé d'un double cadenas, l'un pour AWS et l'autre pour HAROPA.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun incident ou accident pouvant impacter l'environnement n'a jamais été observé sur le site et transmet par courriel du 13/11/2023 le registre prévu en cas d'incident ou d'accident et la procédure indiquant la conduite à tenir en cas de déversement de produits (fluide, huile ou gasoil).</p> <p>Concernant la rétention d'eau incendie, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne pas avoir connaissance de la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie du site</li> <li>- que le réseau est équipé d'un limiteur de débit avec clapet anti retour mais n'a pas connaissance du caractère manuel ou automatique de celui-ci.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le calcul des besoins en eau d'extinction incendie et du volume de rétention associé. L'exploitant indiquera si ce volume de rétention peut-être stocké sur le site (rétention interne et/ou externe).</p> <p>De plus, il est demandé à l'exploitant d'indiquer si le limiteur de débit avec clapet anti retour est manuel ou automatique et de veiller à son bon fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Installations de traitement de l'air

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 3.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions atmosphériques issues des matériaux contaminés stockés dans ces hangars sont captés par une ventilation forcée puis traitées.</p> <p>L'installation de traitement comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un filtre dépoussiéreur</li> <li>- un biofiltre</li> <li>- un traitement par charbon actif.</li> </ul> <p>L'installation comporte un deuxième module de charbon actif en réserve immédiatement utilisable.</p> <p>L'émissaire des émissions canalisées est le point de rejet n°1 – sortie du filtre charbon actif. Il est positionné à une hauteur d'au minimum de 3,25m.</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement du bon fonctionnement des installations et réalise la maintenance nécessaire.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de</p>

traitement des émissions atmosphériques sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas réaliser de maintenance préventive concernant ces installations de traitement de l'air. Aucune maintenance n'a été réalisée récemment car les installations sont toujours efficaces à première vue. Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une maintenance préventive à une fréquence jugée nécessaire selon le taux d'usure des installations afin d'assurer constamment un traitement de l'air efficace. L'exploitant devra porter ces maintenances sur un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel, l'exploitant transmet le PV d'intervention concernant la vérification des 3 extincteurs du site par la société SFPI en date du 16/01/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Entretien des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b> Par courriel du 13/11/2023, l'exploitant transmet le bon d'intervention pour le curage du réseau réalisé par ASBM en date du 03/11/2022. L'exploitant indique par ailleurs que le séparateur à hydrocarbures est entretenu 3 fois par an et l'évacuation des boues se fait en déchets non dangereux. A l'arrivée au centre ECOPUR, le camion vacuum est autorisé à décharger seulement après analyse d'un prélèvement effectué sur le camion. Si le déchet ne contient pas d'hydrocarbures et respecte les critères non dangereux, le

camion est autorisé à décharger. Dans le cas contraire il est refusé et envoyé vers un centre de traitement dangereux. Ce transfert ferait alors l'objet d'un BSDD sur trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Quantité de déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 5.1.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Codes des déchets	Nature des déchets	tonnages maximal annuel	
			Production totale	dont pouvant être traité à l'intérieur de l'établissement
Déchets dangereux	20 03 01	Déchets industriels banals en mélange	400 kg/an	0
	17 05 04	Terres, cailloux, boues de dragage,	Non estimé	
	17 05 06	balayage des routes		
	20 03 03	(lots non conforme)		
	15 02 03	Matériaux filtrants (substrat du biofiltre)	25 m³/an	
Déchets dangereux	17 05 03	Terres, cailloux, déblais de démolition,	Non estimé	
	17 05 05	boues contenant des substances dangereuses (lots non conforme)		
	13 01 10	Huiles usagées (vidange et entretien des machines et équipements)	0,4 t/an	
	13 05 05			
	13 02 08	Eau + hydrocarbures (vidange du séparateur à hydrocarbures)		
	13 05 07			
	13 05 01	Boues de séparateur d'hydrocarbures		
	13 05 02			
	15 02 02	Charbon actif	15 m³/an	

Les déchets issus de lots non conformes doivent être éliminés dans les meilleurs délais. En tout état de cause, ces déchets devront être expédiés vers un centre de traitement adapté dans un délai maximal d'un mois à compter de leur arrivée sur le site.

**Constats :**

L'exploitant transmet le registre des déchets pour l'année 2023 : 8,5 tonnes de boues de curage ont été évacuées vers ECOPUR BONNEUIL.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2011, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité de l'air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :



Paramètres		
Débit d'aspiration	20000 nm <sup>3</sup> /h	
	Concentrations	Flux
Poussières	40 mg/m <sup>3</sup>	1 kg/h
COV totaux	10 mg/Nm <sup>3</sup>	0,01 kg/h
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant transmet le rapport de contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, réalisé par GINGER en date du 19/07/2023. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/11/2011.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		